



Communiqué du collectif Poste-Convergence des services publics

2 décembre 2016

Contre la politique de fermeture des bureaux de poste dans les villes et à la campagne , de réduction des emplois et de pression accrue sur les salariés , pour réintroduire les services publics dans les territoires, maintenir, développer et moderniser les bureaux de poste, défendre la démocratie locale, le pouvoir de décision des élus, syndicalistes et usagers, le collectif poste-convergence des services publics appelle à une mobilisation nationale du 5 au 11 décembre , avec des temps forts les 5 et 8 décembre .

Il s'agit de multiplier les initiatives au plus près des mobilisations déjà existantes et d'en susciter des nouvelles, de faire signer massivement la pétition « la Poste service public pour toutes et tous partout», de s'adresser à la poste et aux pouvoirs publics.

Dans cet esprit, le collectif va à nouveau interpeller l'AMF pour que le contrat de présence postale inclut une modification de l'objectif du fonds de péréquation qui doit servir à maintenir, développer , moderniser les bureaux de poste et non pas à les fermer au profit d'agences communales ou de relais commerçants, ne pas toucher à l'accord préalable des maires et des conseils municipaux pour toute transformation , modifier la composition des commissions de présence postale territoriale en y associant les représentants des personnels et des collectifs d'usagers, réinstaller, avec la poste, les services publics de santé, sociaux, emplois, culturels dans des formes à débattre avec toutes les parties concernées.

Le gouvernement doit participer au financement de cette politique de progrès au lieu d'accorder 300 millions par an à la Poste qui pourtant supprime des emplois.

Le collectif va à nouveau s'adresser aux maires de France dont plusieurs ont déjà fait voter des délibérations reprenant l'appel national www.lapostepourtouspartout.fr

Il va demander des auditions auprès des groupes politiques du Sénat qui doit débattre de l'avenir de la Poste le 8 décembre, à l'initiative du groupe CRC.

Il appelle à participer au rassemblement intersyndical prévu le 8 décembre devant le sénat à 13h30.